

Observateur des Droits Sociaux

**Tendances
européennes**

2021



solidar



**TOGETHER FOR
SOCIAL EUROPE**

FEPS
FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES



Introduction

	EU-28 2018	EU-28 2019	EU-28 2020
Indice de Gini¹	30,8	30,7	
Chômage²	6,8%	6,3%	7,1 %
Index de l'égalité entre les femmes et les hommes³	66,2 (2017)	67,4	67,9
Pauvreté au travail⁴	9,4%	9,2%	
Surpeuplement des logements⁵	15,5%	15,6%	

Quelques indicateurs choisis sur la situation des droits sociaux en Europe

Les données manquantes pour 2020 ne sont pas disponibles au moment de la publication de l'Observateur des droits sociaux 2021.

SOLIDAR est un réseau européen et mondial de plus de 50 organisations de la société civile (OSC), partageant les valeurs fondamentales d'égalité, de solidarité et de participation. SOLIDAR promeut transition juste et justice sociale (en termes de répartition égale et équitable des richesses, des connaissances, des revenus et du pouvoir) par le biais de services sociaux accessibles et de qualité, de la protection sociale, de l'apprentissage tout au long de la vie et de conditions de travail équitables.

Le socle des affaires sociales de SOLIDAR, « Créer une Europe sociale pour, et avec, toutes et tous », se concentre sur les dimensions sociales de l'Union européenne. D'une part, il analyse et observe les marchés du travail ainsi que la gouvernance économique et

fiscale en Europe. D'autre part, il promeut un accès accru à des services durables, universels et de qualité pour toutes et tous, y compris les groupes marginalisés, les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile.

À cette fin, le socle des affaires sociales de SOLIDAR a constitué l'Observateur des droits sociaux, une publication annuelle qui étudie l'impact des politiques sociales et économiques à l'échelle européenne et nationale. La publication 2021 se penche sur 13 pays de l'Union européenne - l'Allemagne, la Bulgarie, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République tchèque - ainsi que le Royaume-Uni et deux pays candidats à l'accession à l'Union, la Serbie et la Macédoine

1 Eurostat (2021). Coefficient de Gini du revenu disponible équivalent : http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?lang=en&dataset=ilc_di12

2 Eurostat (2021). Chômage par sexe et par âge : données annuelles : https://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=une_rt_a&lang=fr

3 Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2021). Indice d'égalité de genre : <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2020/EU>

4 Eurostat (2021). Taux de risque de pauvreté au travail : <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tespm070/default/table?lang=fr>

5 Eurostat (2021). Taux de surpeuplement par âge, sexe et statut de pauvreté - population totale : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc_lvho05a/default/table?lang=fr

du Nord. Dans chacun de ces 16 pays, un membre ou un partenaire de SOLIDAR a mis en place un « groupe stratégique national », qui a fourni des données et des conclusions statistiques fondamentales grâce à l'expertise d'organisations de la société civile, d'universitaires, de syndicalistes et d'experts nationaux.

Chaque chapitre est consacré à un pays et la structure des observateurs nationaux est calquée sur celle du socle européen des droits sociaux.⁶ Il y a trois chapitres : égalité des chances et accès au marché du travail ; conditions de travail équitables, et enfin protection et inclusion sociales. Cela permet à SOLIDAR d'évaluer plus facilement la mise en œuvre du pilier social à l'échelon national. Enfin, l'observateur évalue l'espace civique, sous l'angle de la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, ainsi que du dialogue civil et social. Cette année, les chapitres se terminent par un point sur le degré d'association de la société civile à la préparation des plans nationaux de reprise et de résilience financés par la Facilité européenne pour la reprise et la résilience. Cette analyse finale intervient uniquement dans les chapitres concernant les membres de l'Union européenne.

Globalement, l'Observateur des droits sociaux 2021 identifie une tendance générale à se concentrer sur certains impacts du Covid-19. Non seulement elle a exacerbé les inégalités existantes dans les pays, mais elle a également amplifié les effets de la mauvaise gestion des fonds publics, diminuant ainsi la confiance générale en la politique et les institutions et générant souvent des troubles sociaux et de l'agitation. La pandémie a permis à la société civile et aux travailleurs syndiqués de faire pression pour que de nouveaux sujets soient ajoutés à l'ordre du jour des gouvernements, car elle a violemment contraint les autorités publiques à réfléchir et à s'atteler à des questions urgentes

qui n'étaient pas prioritaires auparavant. La santé mentale et la fracture numérique sont ainsi devenues des sujets cruciaux pour la société civile et ses organisations ; les gouvernements d'Europe et d'ailleurs ont dû se pencher sur la gestion publique des établissements d'enseignement et de santé.

La pandémie a amené à sortir des sentiers battus et à développer des méthodes alternatives de travail, d'apprentissage, de déplacement et bien plus encore. Des méthodes plus inclusives, qui n'avaient pas été jugées possibles auparavant, ont parfois été avancées. Presque tous les groupes stratégiques nationaux considèrent l'introduction du télétravail comme l'évolution la plus remarquable du monde du travail, susceptible de conduire à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Cette mesure a exercé un impact positif sur certains des groupes de travailleurs les plus vulnérables, tels que les personnes handicapées et les parents isolés. Cependant, les activités à distance et en ligne ont principalement eu des effets négatifs, notamment parmi les groupes défavorisés qui ont rencontré plus d'obstacles que d'avantages. Certains enfants n'ont ainsi pas pu exercer leur droit fondamental à l'éducation et la suspension des services d'accueil de la petite enfance a rendu le travail à domicile extrêmement compliqué pour les parents. En outre, l'analphabétisme numérique touche la plupart des personnes âgées, qui ont souvent manqué de soutien et n'ont donc pas pu accéder à certains services numériques fondamentaux. Par conséquent, ces nouveaux développements doivent faire l'objet d'un suivi attentif et d'une amélioration constante s'ils doivent favoriser des sociétés équitables et justes pour toutes et tous.

La crise a frappé fort et a creusé l'écart de revenus entre les plus riches et les plus pauvres dans le monde entier, générant d'énormes

6 Commission européenne (2017) Le socle européen des droits sociaux : https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/economy-works-people/jobs-growth-and-investment/european-pillar-social-rights_fr

vagues de pertes d'emplois en Europe et en-dehors. Les taux de chômage ont atteint des niveaux inquiétants, avec deux millions de chômeurs de plus en Europe au début de 2021 par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage a augmenté (à 8,0%),⁷ tout comme la part des personnes qui vivent dans la pauvreté et ne peuvent se permettre un logement décent, une alimentation de qualité, une éducation ou des soins de santé de base. Des régimes de protection de l'emploi et des salaires ont été vivement réclamés par la société civile et ses organisations, mais ils n'ont pas été mis en œuvre de manière universelle, souvent au détriment des travailleurs dans les situations les plus précaires. Les jeunes, les migrants et les travailleurs indépendants ont souvent été laissés pour compte. De manière générale, la cohésion et l'inclusion sociales n'ont pas été prioritaires.

Alors que les sociétés en Europe et dans le monde tentent de se relever de la crise, SOLIDAR estime **qu'une forte impulsion est présente pour faire de la justice sociale une priorité à travers une transition juste et pour pousser les idées progressistes dans la prise de décision politique tant à l'échelle européenne que nationale.** Le Socle européen des droits sociaux et son plan d'action récemment adopté constituent des instruments clés à cette fin. En cette période, SOLIDAR et le mouvement progressiste peuvent être les catalyseurs d'un changement de taille vers une Europe plus juste et plus verte. Notre objectif est de reconstruire en mieux : il est temps de changer notre approche et de développer l'Union européenne des normes sociales élevées et des conditions de vie et de travail équitables que les gens méritent.

Égalité des chances et conditions de travail équitables

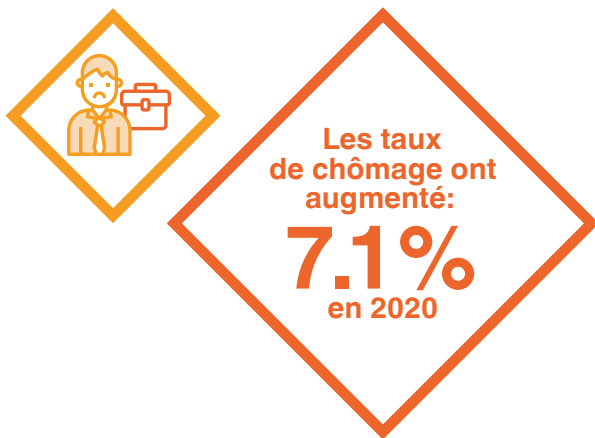
EMPLOI, PRÉCARITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les Observateurs des droits sociaux publiés en 2019 et 2020 ont enregistré des évolutions lentes mais positives des conditions sociales, avec par exemple une augmentation du salaire minimum en Espagne, en République tchèque et en Hongrie.⁸ Toutefois, certains pays ne s'étaient pas encore totalement remis de la crise financière aiguë qui a débuté en 2008. Par conséquent, la pandémie de 2020 et 2021 a plongé l'Europe dans la pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale, ce qui entraînera probablement des conséquences

profondes et durables, dont certaines ne sont pas encore mesurables. Il est important de noter que, pendant les phases les plus graves de la pandémie, de nombreux pays se sont appuyés sur les actions mises en place par les organisations de la société civile qui ont fourni des services et apporté un soutien de base dans presque tous les pays analysés. Parmi les actions courantes dans les différents pays, citons la fourniture de repas et d'abris pour les personnes pauvres ou sans abri, la traduction des règles relatives au Covid-19 dans des langues étrangères, le crowdfunding pour des outils numériques tels que des ordinateurs, et bien d'autres choses encore.

8 Hollewijn, J. (2020) Tendances européennes. Observateur des droits sociaux 2020 : https://www.solidar.org/system/downloads/attachments/000/001/191/original/01-2_FR_SRM2020_European_Trends_R0_online.pdf?1607935070

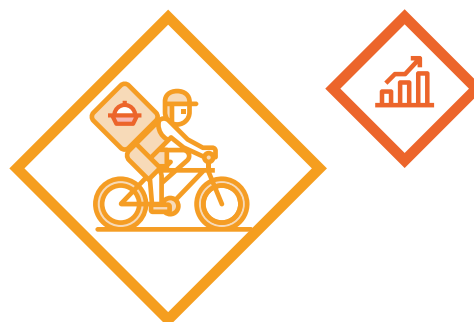
7 Eurostat (2021) Euro-indicateurs – Chômage : <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/11563203/3-30072021-CP-EN.pdf/35dbf525-da32-809f-0f9d-cd36a271a760?t=1627633423854>



Cependant, **les taux de chômage ont augmenté, touchant 7,1% des ressortissants de l'UE en 2020**⁹, soit une augmentation de plus d'un point de pourcentage par rapport à 2019. Les pays hors de l'UE ont également été touchés. Malgré la croissance du taux d'emploi en Macédoine du Nord au cours des dernières années, il a perdu 6 points de pourcentage en 2020 et 2021.¹⁰ Il en va de même pour la Serbie, où le taux de chômage a atteint un niveau historiquement bas au deuxième trimestre de 2020, avant d'augmenter à nouveau.¹¹ Les États membres ont pris différentes mesures pour minimiser les effets négatifs de la pandémie. La majorité de celles-ci visaient à éviter la faillite des entreprises. Les mesures suivantes les plus courantes ont protégé les revenus et les niveaux d'emploi. Parmi les pays analysés, l'Espagne, la Grèce et la Hongrie ont enregistré les plus fortes hausses du chômage depuis le début de la pandémie ; tandis que les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie ont enregistré les plus faibles augmentations.¹² Pour l'Italie, cela pourrait s'expliquer par l'introduction en février 2020 de la première interdiction temporaire des licenciements en Europe, qui a permis de sauver des milliers d'emplois. Toutefois, le nombre d'heures travaillées a été considérablement

abaissé dans tous les pays, ce qui a entraîné une diminution du revenu mensuel de nombreuses personnes. Parmi les pays considérés dans cette étude, l'Italie a enregistré la plus forte baisse des heures de travail (-9,7%), suivie de la Grèce (-7,9%). Les catégories vulnérables comme les jeunes, les indépendants et les travailleurs en situation précaire ont vu leur temps de travail diminuer le plus.

La précarité et l'instabilité des conditions de travail touchent encore trop de personnes en Europe, et la situation ne s'est pas améliorée l'année dernière, puisque **le nombre de travailleurs flexibles, de plateforme et d'indépendants a augmenté**. La détérioration des conditions de travail est une réalité constante pour les plus jeunes, qui étaient les plus susceptibles de perdre leur emploi ; les jeunes femmes âgées de 18 à 34 ans constituaient d'ailleurs le groupe de travailleurs le plus vulnérable dans toute l'Europe. Le taux le plus faible de pertes d'emploi a été enregistré chez les hommes âgés de 35 à 50 ans.¹³ De nombreux groupes stratégiques nationaux qui ont contribué à cette publication ont également fait remarquer que les jeunes qui entrent sur le marché du travail étaient désavantagés, car les possibilités de formation ont été considérablement réduites en raison des conditions de travail à distance.



9 Eurostat (2021). Chômage par sexe et âge - données annuelles : https://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=une_rt_a&lang=fr

10 Gouvernement de la République de Macédoine du Nord, (2021), Population active : https://www.stat.gov.mk/PrikaziSooopstanie_en.aspx?rbtxt=98

11 OPBC (2021) Enquête sur la population active : <https://publikacije.stat.gov.rs/G2021/PdfE/G20211239.pdf>

12 Eurofund (2021) Vivre, travailler et COVID-19 : https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef_publication/field_ef_document/ef20059en.pdf

13 Ibid.

On constate avec inquiétude que les résultats de cette étude suggèrent que les gains obtenus en matière de normes sociales au cours de la dernière décennie pourraient être perdus. Les niveaux d'emploi des groupes défavorisés et en situation vulnérable (jeunes, personnes handicapées, femmes, LGBTQI+, migrants) semblent être les plus touchés. L'une des raisons est que les mesures de respect des distances physiques ont eu un impact considérable sur les secteurs employant une forte proportion de femmes et que l'emploi des femmes a chuté plus fortement qu'au cours de la récession de 2008. En outre, la fermeture d'écoles et d'autres services de soins a considérablement augmenté les besoins en matière de garde d'enfants, avec un impact probablement disproportionné sur les parents qui travaillent, notamment les femmes.

La pandémie a entraîné une amélioration du statut de certaines professions, notamment dans des secteurs qui se sont avérés essentiels au fonctionnement des sociétés pendant la pandémie. Les travailleurs de ces secteurs sont notamment le personnel d'éducation et de recherche (enseignants, assistants, professeurs, chercheurs, animateurs culturels et personnel des établissements d'enseignement) et le personnel de santé (infirmières, travailleurs sociaux, médecins et personnel non médical). L'exemple le plus remarquable est celui de la Serbie qui a embauché tous les travailleurs de la santé qui se sont portés volontaires pendant l'état d'urgence. En Allemagne, une augmentation de salaire pour les travailleurs de la santé et des services sociaux a été négociée avec succès dans le cadre d'une nouvelle convention collective : les syndicats ont obtenu une augmentation de 1,4% pour tous les travailleurs au 1er avril 2021, avec une nouvelle augmentation de 1,8% à partir de 2022.¹⁴ Les syndicats français ont également obtenu une

augmentation de salaire pour les travailleurs de la santé en juin 2020, après des manifestations et des grèves.¹⁵

ÉDUCATION

Le secteur de l'éducation a été mis en avant comme jamais auparavant pendant les phases les plus critiques de la pandémie. Afin de réduire la propagation du coronavirus, la plupart des pays ont décidé de fermer temporairement les écoles et les établissements d'enseignement et de formation, en déplaçant les classes et les cours en ligne en mars 2020.

Si l'apprentissage en ligne et les plateformes numériques se sont avérés essentiels pour assurer la continuité de l'éducation, ils ont entraîné davantage d'inégalités et de discriminations parmi les enseignants, les étudiants et les apprenants. Dans tous les pays analysés, **les élèves les plus vulnérables** tels que ceux qui partagent les outils numériques ou l'accès à l'internet, ceux qui ne disposent pas d'un environnement d'apprentissage adéquat ou ceux dont les parents ne peuvent pas aider en raison de la langue ou de la barrière numérique, **ont souvent été laissés pour compte**. Plus de 40% des Européens n'ont pas de connaissances numériques.¹⁶ Les enfants et les élèves handicapés ou ayant des besoins éducatifs spéciaux ont perdu leurs enseignants de



14 EPSU (2021) Allemagne : Dernier accord pour booster les salaires dans le secteur de la santé : <https://www.epsu.org/article/germany-latest-agreement-boost-pay-health-and-care>

15 BBC (2020) Coronavirus : En France, les travailleurs de la santé obtiennent une augmentation de salaire équivalente à 8 milliards d'euro : <https://www.bbc.com/news/world-europe-53398208>

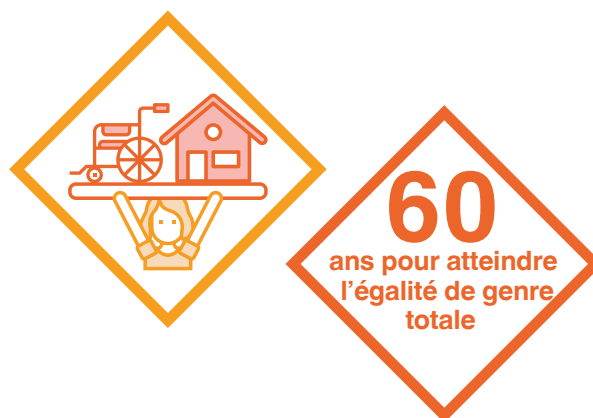
16 Frank, A, (2020) Observateur2020 Citoyenneté et apprentissage tout au long de la vie : <https://www.solidar.org/en/publications/citizenship-and-lifelong-learning-monitor-2020>

soutien lors de la fermeture des écoles. En outre, les étudiants issus de milieux défavorisés étaient également plus susceptibles de souffrir d'un environnement familial stressant, ce qui a un impact négatif énorme sur la santé mentale et le développement. En moyenne, 5,7% des jeunes Européens âgés de 18 à 24 ans ne sont pas dans l'enseignement, l'emploi ou la formation (NEET), les taux les plus élevés étant enregistrés en Espagne (9,7%) et en Bulgarie (8,7%).¹⁷

Les groupes stratégiques nationaux soulignent que les systèmes éducatifs nationaux n'étaient pas préparés à faire face à un changement aussi soudain. De nombreux systèmes scolaires en Europe et en dehors ont donc eu de plus en plus recours à des plateformes d'apprentissage en ligne fournies par des entreprises privées. En Grèce, le gouvernement a recommandé à ses écoles et établissements d'enseignement d'adopter Webex, une plateforme en ligne fournie par une société privée américaine. Les solutions du secteur privé ont tendance à porter atteinte à l'égalité et aux libertés académiques et suscitent des inquiétudes quant aux politiques de protection des données des entreprises et à leurs objectifs de maximisation des profits.¹⁸ Les groupes stratégiques nationaux de SOLIDAR demandent donc davantage de ressources à code ouvert, ainsi qu'une formation numérique pour les enseignants et les apprenants qui doivent être conscients de leurs droits et des risques liés aux outils éducatifs numériques en ligne. Certaines bonnes pratiques ont été relevées pendant la pandémie en Serbie où une fondation caritative a proposé des manuels scolaires gratuits pour les écoles primaires au format PDF.

ÉGALITÉ DES SEXES

Les fragiles progrès réalisés ces dernières années en matière d'égalité entre les sexes risquent d'être réduits à néant par l'impact de la pandémie sur la violence sexiste, les rôles sexués tels que les tâches ménagères et les soins, ainsi que les conditions de travail et d'emploi des femmes. En effet, les niveaux d'emploi des femmes ont baissé plus rapidement que ceux des hommes et la fermeture d'écoles et de services d'accueil de la petite enfance a renforcé les stéréotypes sexistes, avec un effet disproportionné sur les mères qui travaillent. En moyenne, l'augmentation continue de l'emploi des femmes au cours des dernières années a toujours été contrebalancée par une ségrégation extrême entre les sexes sur le marché du travail et certains secteurs connaissent des salaires plus bas et une protection sociale moindre que d'autres. Dans tous les pays analysés, les femmes sont surreprésentées parmi les travailleurs temporaires et à temps partiel, ainsi que parmi les personnes en situation précaire. Pendant la pandémie, le fait d'être un migrant, une mère célibataire ou une jeune femme augmentait considérablement le risque de pauvreté. **Dans tous les pays, il est évident que les responsabilités liées aux soins et aux tâches ménagères sont inégalement réparties. Cela a souvent limité la participation des femmes au marché du**



17 Eurostat (2021) Répartition 2020 des jeunes ayant abandonné leurs études ou leur formation : https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/images/7/7e/Distribution_of_early_leavers_from_education_and_training_aged_18-24_by_labour_status%2C_2020_%28%25_of_population_aged_18-24%29.png

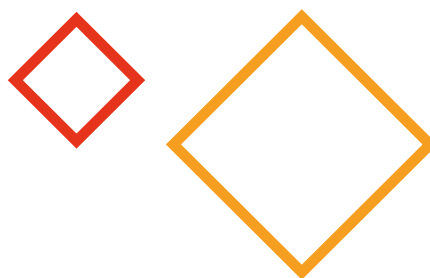
18 Pour une analyse plus détaillée de l'impact de la pandémie sur la privatisation de l'éducation, voir : SOLIDAR Foundation (2021) The Commodification of Education and the Prevalence of For-Profit Education Stakeholders: https://www.solidar.org/system/downloads/attachments/000/001/374/original/SOLIDAR_Foundation_Policy_Paper_on_the_Commodification_of_Education_October_2021.pdf?1633423601

travail, à la politique et à la vie sociale - en particulier pendant la fermeture des écoles. En Hongrie, 95% des ministres du pays et 100% des membres des conseils d'administration des organismes de financement de la recherche sont des hommes.¹⁹ En France, 80% des personnes chargées des activités ménagères quotidiennes sont des femmes.

La Commission européenne s'est engagée en faveur d'une société européenne plus égalitaire et plus juste, notamment à travers la présidence d'Ursula von der Leyen, mais il reste encore beaucoup à faire en matière d'égalité des sexes. Le plan d'action européen pour le pilier des droits sociaux s'est fixé pour objectif d'atteindre un taux d'emploi de 78% d'ici 2030, tout en réduisant de moitié l'écart d'emploi entre les hommes et les femmes par rapport à 2019.²⁰ Toutefois, l'indice européen de l'égalité entre les hommes et les femmes indique qu'au rythme actuel, il faudra plus de 60 ans pour atteindre l'égalité totale²¹, ce qui souligne qu'il est urgent de faire pression pour des politiques d'égalité plus ambitieuses dans toute l'Europe.

En outre, il n'est pas encourageant de constater que, bien que l'objectif de la stratégie Europe 2020 en matière d'emploi ait presque été atteint (il ne manque que 3 points de pourcentage²²), l'écart entre les sexes reste élevé dans l'ensemble des pays européens.

En novembre 2020, l'Union européenne a adopté sa toute première stratégie européenne pour l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTQI, pour la période 2020-2025.²³ Elle a fait pression pour l'adoption d'une directive sur la non-discrimination et a pris des mesures positives en faveur de l'égalité, de la sécurité des personnes LGBTQI+ et de la construction de sociétés inclusives dans les États membres de l'Union européenne. Les Pays-Bas ont récemment fait un petit pas en avant, en supprimant toutes les mentions de genre (« X », « F », « M ») des cartes et documents d'identité à partir de 2024. Il sera ainsi plus facile de promouvoir l'égalité et le respect de toutes les identités et caractéristiques de genre, ainsi que la reconnaissance de la communauté LGBTQI.



19 EIGE (2021) Indice d'égalité de genre 2020 – Hongrie : <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2020/HU>

20 Plan d'action sur le socle européen des droits sociaux (2021) : <https://op.europa.eu/webpub/empl/european-pillar-of-social-rights/fr/>

21 EIGE (2021) Indice d'égalité de genre 2020 : <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2020/>

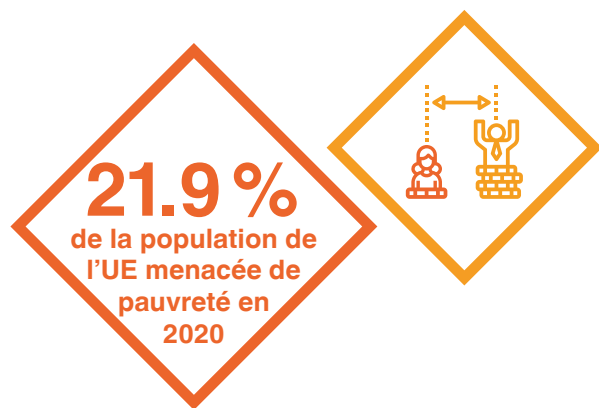
22 La stratégie Europe 2020 a fixé l'objectif d'emploi pour 2020 à 75% de la population, alors que le taux d'emploi européen était de 72% à la fin de 2020. La stratégie est disponible en ligne (p.3) : <https://ec.europa.eu/eu2020/pdf/COMPLET%20EN%20BARROSO%20%20%20007%20-%20Europe%202020%20-%20EN%20version.pdf>

23 Commission européenne (2020) Union de l'égalité : stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTQI pour la période 2020-2025 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0698&from=EN>

Protection et inclusion sociales

La pandémie de Covid-19 a fait ressortir de nombreux aspects de la vie quotidienne qui passent souvent inaperçus. Elle a mis en lumière des inégalités profondément ancrées et nous a rappelé combien il est important de valoriser et de soutenir des espaces et des services qui sont souvent considérés comme allant de soi. Il s'agit notamment des établissements d'enseignement et de formation, des systèmes de soins de santé qui prennent en charge la santé physique et mentale, des systèmes d'aide sociale et de sécurité sociale qui fonctionnent bien afin de réduire la pauvreté et l'exclusion sociale et des services qui luttent contre la violence sexiste. Globalement, l'impact de la pandémie a été dramatique pour la plupart des gens, touchant la majorité des aspects de la vie socio-économique quotidienne en Europe et au-delà. De nombreux groupes stratégiques nationaux ont exigé des soins de santé pour toutes et tous - y compris les migrants et les sans-papiers - et l'introduction d'un soutien accessible en matière de santé mentale.

AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ, ACCROISSEMENT DE L'ÉCART DE RICHESSE



L'écart entre les riches et les pauvres s'est considérablement creusé en 2020 et 2021,

et l'on a constaté une augmentation inquiétante du nombre de personnes vivant dans la pauvreté et du nombre de milliardaires. Alors que 21,9% de la population de l'UE était menacée de pauvreté en 2020 - avec plus de 33% en Bulgarie, plus de 25% en Grèce et en Espagne, et plus de 30% en Estonie et en Allemagne²⁴ - la richesse combinée des milliardaires européens a atteint près de 3 000 milliards d'euros.²⁵ Cela signifie que les personnes les plus riches ont été protégées de l'impact économique de la pandémie et que son poids a été supporté par les personnes à revenu moyen et faible. L'Allemagne compte la plus grande part de milliardaires enrichis d'Europe, tandis que la France a connu une hausse des ventes de produits de luxe et de mode au cours de l'année. Dans le même temps, d'autres personnes en Europe demandaient des subventions pour des prêts hypothécaires et des loyers, ainsi que des réponses immédiates à la pénurie de logements abordables et au surpeuplement des logements qui étaient considérés comme des problèmes majeurs dans la plupart des pays analysés. Le surpeuplement, qui empêche de vivre dans des espaces sûrs sur le plan mental et physique, touchait 39,5% de la population en Bulgarie, 36,2% en Croatie et 29,1% en Grèce.²⁶ Même des Européens qui travaillent ne pouvaient pas se permettre un niveau de vie de base : plus de 9% des personnes ayant un emploi en Europe étaient menacées de pauvreté, avec des pics de 11,8% en Espagne et au Luxembourg, suivies de 10,6% en Allemagne et de 10,5% en Estonie.²⁷

MIGRANTS, RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE

Dans tous les pays analysés, la situation des migrants, des réfugiés et des demandeurs

24 Eurostat (2020) Personnes en risque de pauvreté 2020 : https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=File:People_at_risk_of_poverty_2020_WEB1_FINAL.png

25 Forbes (2021) Classement 2021 des milliardaires du monde : <https://www.forbes.com/billionaires/>

26 Eurostat (2021). Taux de surpeuplement par âge, sexe et statut de pauvreté - population totale : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc_lvho05a/default/table?lang=fr

27 Eurostat (2021). Taux de risque de pauvreté au travail : <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tespm070/default/table?lang=fr>

d'asile s'est détériorée en 2020 et 2021. Déjà dans une position vulnérable en raison de la longueur des procédures bureaucratiques, des barrières linguistiques et de la discrimination au travail et dans la société, les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont l'un des groupes les plus exposés aux conséquences de la récession économique. La pandémie a eu une influence négative sur les voyages internationaux, réduisant la migration vers divers pays européens. Dans le même temps, la profonde récession provoquée par la pandémie a exercé une pression supplémentaire sur les conflits existants dans le monde et les a souvent aggravés. Les migrations se sont donc poursuivies, éventuellement à l'intérieur des pays ou vers les pays voisins.²⁸ Par ailleurs, certains pays ont essayé de décourager la migration autant que possible. La Grèce, par exemple, a approuvé au début de 2020 la mesure controversée consistant à fermer sa frontière extérieure et à suspendre les procédures d'asile. La situation des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile résidant dans les pays européens n'a pas été plus facile pour autant : ils ont subi des inégalités de traitement et n'ont souvent pas eu accès aux services fondamentaux. Ceci est particulièrement ressorti des processus de vaccination mis en place à travers l'Europe, qui souvent n'incluaient pas les sans-papiers ou les personnes en attente de l'approbation de leurs documents, notamment en France, au Danemark et aux Pays-Bas. Cette situation, associée à la distanciation sociale et à la suspension des activités de nombreuses OSC travaillant sur l'accueil des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, a entravé leur inclusion et détérioré la cohésion sociale dans toute l'Europe.

Au niveau européen, la Commission européenne a présenté son plan d'action sur l'intégration et l'inclusion, un plan stratégique pour la période 2021 à 2027. Construit sur la base du précédent plan d'action (de 2016), il vise à relever les défis persistants, notamment ceux qui se posent sur le marché du travail, dans

l'éducation et dans l'accès aux services publics. Toutefois, le concept primordial du plan est l'intégration, comprise comme un effort partagé par les communautés et les nouveaux arrivants, qui devraient incarner le « mode de vie européen ».²⁹

ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

Tout au long des années 2020 et 2021, les systèmes de santé européens ont été au centre de débats politiques et organisationnels comme jamais auparavant. Ils sont devenus un sujet commun en Europe et au-delà, car des systèmes de soins de santé publics solides, inclusifs et efficaces ont été cruciaux dans la lutte contre la propagation du coronavirus. La pandémie a mis en évidence de nombreux points faibles, notamment dans les pays manquant de lits d'hôpitaux et de personnel médical et non médical. Cela a été le cas de l'Italie, de l'Espagne et du Royaume-Uni, où le taux de décès dus au Covid-19 était le plus élevé. Dans presque tous les pays analysés, les inégalités géographiques persistent : globalement, il est plus difficile d'accéder à des soins de qualité ou spécifiques dans les zones rurales et défavorisées.

Enfin, les groupes stratégiques nationaux de SOLIDAR soulignent la détérioration de la santé mentale due à une situation inédite, angoissante et incertaine, qui a entraîné la perte, le deuil, la pauvreté, la peur et le manque de contacts sociaux. C'est pourquoi les OSC ont demandé le développement urgent de systèmes de soutien psychologique publics et accessibles. Dans la plupart des pays, les services de santé mentale sont actuellement un luxe que seule une minorité de la population peut se permettre. En outre, comme l'ont souligné des recherches menées en Italie, les symptômes dépressifs ont augmenté de manière exponentielle chez les jeunes qui sont souvent surreprésentés parmi les personnes exposées au risque de pauvreté.

28 [1] Centre international pour le développement des politiques migratoires CIDPM (2020) ICMPD Migration Outlook 2021 : https://www.icmpd.org/file/download/50542/file/ICMPD_Migration_Outlook_2021_final.pdf

29 Commission européenne (2020) Communiqué de presse - Inclusion pour toutes et tous : La Commission présente un plan d'action en faveur de l'intégration et de l'inclusion pour la période 2021-2027 : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2178

Espace civique

Selon l'analyse réalisée dans cette publication, **l'espace civique s'est rétréci en raison de restrictions sans précédent de l'espace civique et des libertés fondamentales adoptées en 2020 et 2021.** La principale préoccupation partagée par les groupes stratégiques nationaux de SOLIDAR est que les restrictions imposées pour limiter la propagation du coronavirus pourraient avoir un impact négatif à long terme sur les droits fondamentaux. S'il est admis que les restrictions ont souvent été nécessaires pour enrayer la pandémie, il est néanmoins inquiétant que certaines d'entre elles n'aient pas été déterminées ou mises en œuvre dans la transparence. Certaines n'intègrent pas les principes de nécessité et de proportionnalité. Dans l'ensemble, les protestations et les manifestations publiques ont souvent donné lieu à un recours à la force et à des détentions illégales par les forces de police, comme en Grèce, en Allemagne, en France, en Serbie, au Royaume-Uni, en Hongrie et aux Pays-Bas.³⁰ Au cours de l'année, les plus grandes manifestations en Europe ont rassemblé la population autour des thèmes de la crise climatique, des mesures Covid-19 et

du mouvement Black Lives Matter (BLM). Le mouvement BLM a suivi le meurtre de George Floyd par un policier à Minneapolis en mai 2020 et a eu un énorme retentissement aux États-Unis et au-delà.

En outre, les observations par pays présentées dans cette publication permettent de conclure que certaines mesures qui ont limité les espaces civiques en Europe ont eu des effets asymétriques sur différents groupes sociaux, amplifiant souvent des formes de discrimination profondément ancrées. L'application de mesures de confinement, telles que les restrictions à la liberté de mouvement, a touché de manière disproportionnée les groupes les plus vulnérables et a conduit à une marginalisation accrue, à la stigmatisation, voire à la violence. En Italie, en Espagne et au Royaume-Uni, des sans-abris ont reçu des amendes pour ne pas avoir respecté les règles d'auto-isolément.³¹ Les contrôles de police ont souvent visé de manière disproportionnée certains groupes ethniques. Au Royaume-Uni, par exemple, 7,2 personnes noires sur 1 000 ont été arrêtées en mars 2020, mais 9,3 l'ont été en avril 2020, le premier mois des restrictions liées à la pandémie.³² Des données similaires ont été rapportées en France, où dans le département de Saint-Denis (un quartier populaire accueillant un pourcentage élevé d'étrangers), le nombre d'amendes était le double de la moyenne nationale.³³



30 Ces informations, rapportées dans les observateurs nationaux de cette publication, sont étayées par les rapports des groupes stratégiques nationaux, ainsi que par l'analyse d'Amnesty International (2020) intitulée « Policing the Pandemic - Human rights violations in the enforcement of covid-19 measures in Europe » (accessible en ligne à l'adresse <https://www.amnesty.eu/wp-content/uploads/2020/06/Report-Policing-the-pandemic-FINAL-.pdf>)

31 Amnesty International (2020) « Policing the Pandemic - Human rights violations in the enforcement of covid-19 measures in Europe » : <https://www.amnesty.eu/wp-content/uploads/2020/06/Report-Policing-the-pandemic-FINAL-.pdf>

32 UK Metropolitan Police (2021) Disaggregated data September 2019 – September 2021 : https://www.met.police.uk/sd/stats-and-data/met/stop-and-search-dashboard/?_cf_chl_captcha_tk__=pmd_ThVjFBuHOHGoqmqxX0bnryoYYG9Fs9PjQ4jPLs_vPw-1634643028-0-gqNtZGzNA1CjcnBszQh9

33 Le Parisien (2020) Coronavirus en Seine-Saint-Denis : un nombre record d'amendes : <https://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/coronavirus-en-seine-saint-denis-un-nombre-record-d-amendes-police-et-justice-durcissent-le-ton-19-03-2020-8284008.php>

Facilité européenne pour la reprise et la résilience

En mai 2020, la Commission européenne a annoncé un plan visant à emprunter 750 milliards d'euros pour soutenir la reprise socio-économique dans l'UE et dans certaines autres régions d'Europe, sous l'appellation NextGenerationEU. La pièce maîtresse du plan était la Facilité européenne pour la reprise et la résilience, destinée à financer les réformes dans une grande partie de l'Europe jusqu'à la fin de 2026. Elle demande à chaque État membre de l'UE de rédiger un plan national de relance et de résilience (PNRR) en vue de son adoption à l'échelle européenne. Chaque PNRR devait inclure une description de la manière dont le pays entendait dépenser les subventions et les prêts européens afin de sortir de la crise et d'atteindre des normes socio-économiques plus élevées. Les plans devaient respecter le principe de l'égalité des sexes et six domaines d'action identifiés, notamment les transitions verte et numérique, la cohésion sociale et territoriale, la résilience socio-économique et l'éducation.

L'Observateur des droits sociaux 2021 de SOLIDAR examine dans quelle mesure les OSC ont été incluses dans la procédure de rédaction de ces plans nationaux de relance et de résilience. Dans presque tous les pays, le groupe stratégique national a signalé que l'impact de la crise du Covid-19 a violemment affecté le dialogue social et civil. L'état d'urgence a été déclaré dans de nombreux pays analysés, ce qui a entraîné des processus politiques moins transparents et moins inclusifs

en raison de la situation exceptionnelle et de la nécessité d'adopter rapidement de nouvelles mesures. Cela n'a pas été accueilli positivement par la société organisée et les syndicats, notamment en ce qui concerne la préparation des PNRR. En effet, l'article 18(4) (q) du règlement de la Facilité pour la reprise et la résilience exige des gouvernements qu'ils mènent des consultations ouvertes avec les partenaires sociaux, les OSC et les autres parties prenantes, et qu'ils rendent compte de leur contribution dans les plans. **Cela n'a été le cas dans aucun des pays analysés, du moins pas de manière significative et structurée.** Dans l'ensemble, les résultats de l'Observateur des droits sociaux de cette année concernant le rôle des OSC dans l'élaboration des PNRR rejoignent ceux d'une enquête récente menée par le Comité économique et social européen (CESE). On peut y lire que les processus de consultation « sont loin d'être satisfaisants au regard des revendications justifiées de la société civile et même au regard des dispositions du règlement relatif à la facilité pour la reprise et la résilience ». SOLIDAR regrette d'avoir à poser une telle évaluation, surtout à la lumière du rôle crucial joué par la société civile pendant l'urgence et de son potentiel inexploité pour promouvoir des mesures innovantes et socialement justes pour aider à sortir de la crise. Nous appelons les autorités nationales à renforcer le dialogue civil et social au cours de la mise en œuvre des PNRR et exhortons les autorités de l'UE à suivre de près ce processus.

ÉDITEUR RESPONSABLE:

Mikael Leyi

AUTEURE:

Beatrice di Padua

COORDINATION DE LA PUBLICATION:

Carlos Roldán Mejías, Giorgia Gusciglio, Martina Corti

ÉDITION:

Sebastian Moffett

TRADUCTION DE L'ANGLAIS:

BLS srl

GRAPHISME:

Maximilian Fischer

CONTRIBUTIONS DE:

Institute for Social Integration (Bulgaria), Centre for Peace Studies (Croatia), Forum for International Cooperation (Denmark), MKC Praha (Czechia), Johannes Mihkelson Centre (Estonia), ONG OGBL Solidarité Syndicale (Luxembourg), CEMÉA (France), Ligue de l'Enseignement (France), Association for the Social Support of Youth (Greece), PGA-Hungary (Hungary), Associazione Ricreativa e Culturale Italiana (Italy), Community Development Institute (North Macedonia), Initiative for Development and Cooperation (Serbia), Eudamonia (the Netherlands), VolontEurope (the UK and Germany), Movimiento por la Paz (Spain)



Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Les informations contenues dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position ou l'opinion de la Commission européenne.

solidar



FEPS
FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES



© FEPS 2021
© SOLIDAR 2021